

Campagne présidentielle : la sécurité réelle aux abonnés absents

Deux sujets cruciaux pour la paix publique sont absents de ce qui devrait être le grand débat de l'élection présidentielle : la qualité et la pertinence de nos services de renseignement, notamment intérieur ; et le danger grave et immédiat posé par certaines catégories de migrants clandestins, engagés dans des formes de criminalité aujourd'hui problématiques et demain peut-être, explosives.

Envisageons tour à tour ces deux sujets qui devraient être au cœur des préoccupations des candidats - et sont trop souvent éludés.

• **Services spéciaux** - Entraînante, ironique, "Comme de bien entendu" fut l'une des ritournelles de guinguettes les plus populaires de la France de l'avant-guerre. Chantée par Arletty et Michel Simon, elle était en 1939 sur toutes les lèvres et depuis, a été reprise cent fois. Or "Comme de bien entendu" devait à présent devenir l'hymne officiel de la DGSI : voici pourquoi.

- *Comme de bien entendu*, Ziyed Ben Belgacem est issu de l'immigration maghrébine. Hors de rares Sahéliens et autres, c'est le cas de tous les terroristes ayant fait couler le sang en France, depuis Mohamed Merah, voici cinq ans,

- *Comme de bien entendu*, c'est un bandit maintes fois condamné pour divers crimes (44 mentions au fichier des antécédents judiciaires),

- *Comme de bien entendu*, il se lance en desperado et "au nom d'Allah" dans une sanglante équipée qui s'achève par sa mort dans l'aéroport d'Orly ce samedi 18 mars au matin,

- *Comme de bien entendu et comme toujours*, cet individu est un parfait hybride, gangster ET terroriste à la fois,

- *Et comme de bien entendu*, la DGSI a loupé le coche. Cette affirmation ne relève pas d'un avis personnel, mais s'établit objectivement par l'information suivante. En janvier 2017, la DGSI a produit une note secrète de 30 pages sur le terrorisme frappant la France depuis cinq ans (2012 et Mohamed Merah). Or dans cette longue analyse, disent des officiels de haut rang abasourdis, rien, pas une ligne ni un mot sur les hybrides crime-terreur, pourtant, la figure majeure sous laquelle l'hostilité frappe la planète entière à l'ère de l'Information. Commentaire d'un de ces éminents

officiels : la direction de la DGSI est comme ces émigrés revenus en France sous Charles X, après la Révolution, alors taxés de n'avoir "rien oublié et rien appris".

Un samedi du début mars, le directeur général de la DGSI a réuni ses cadres, pour une sorte de cérémonie d'adieu. Selon les présents, l'homme était plutôt amer et déçu de sa propre maison - regrettant même les bons vieux Renseignements généraux. Mais *comme de bien entendu*, il n'était question pour lui que de bricolages administratifs, de meccano bureaucratique. Que le renseignement intérieur nécessite une vision, des concepts et perspectives, cela, une ultime fois, lui a encore échappé.

• **Migrants dangereux** - on connaît ces clans de nomades criminalisés hyperactifs, issus des Balkans, pillant la France, d'abord rurale. Mais voici deux nouvelles catégories, portant une criminalité aujourd'hui problématique et demain peut-être, explosive :

- *Jeunes Marocains toxicomanes au nord de Paris* - Depuis la fin de 2016, ils hantent le quartier de Barbès, hostiles, rejetant toute aide. "Des dizaines" au minimum, selon les habitants du quartier "Défoncés à la colle, violents, ils se battent à coups de cutter agressent les passants fragiles pour leur voler sacs ou portables ; ils cambriolent, etc.". Or que font les autorités ? L'autruche - en attendant sans doute un drame.

- *Après le nord de Paris, l'est de la France*. Voici le récit d'un officiel tenu au secret : "Les migrants fuyant l'Allemagne affluent en Lorraine. Il arrive à Metz une centaine de familles par semaine. On en attend 300 000 en tout, Albanais, Kurdes, etc. Leurs camps sont tenus par des mafias, même l'accès aux toilettes est payant. Pire encore : des meutes de jeunes Afghans de 15-20 ans, violents et fanatiques - ils refusent les sandwiches fournis par les ONG, à cause de la mayonnaise ! Les policiers locaux parlent de catastrophe annoncée".

Or face à cela, hormis la Défense, les cabinets ministériels sont aux abonnés absents - dans leurs têtes, ils sont partis ou préparent leur reconversion. Classant tout "confidentiel" ou "secret", ils se bornent à balayer la poussière sous le tapis.

Bien sûr, ces faits gravissimes devraient inquiéter au premier chef les candidats.

Les journalistes devraient là-dessus les interroger sans relâche - exiger des réponses claires.

Mais rien.

Le silence - avant la tempête ? ■